

**DELIBERATION N° 19/341 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE
PORTANT AVIS SUR LA PROPOSITION DE LOI DEPOSEE
PAR LE SENATEUR JEAN-JACQUES PANUNZI**

SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2019

L'an deux mille dix neuf, le vingt sept septembre, l'Assemblée de Corse, convoquée le 13 septembre 2019, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Hyacinthe VANNI, Vice-Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Jean-François CASALTA, Mattea CASALTA, François-Xavier CECCOLI, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPETTI, Pierre GHIONGA, Michel GIRASCHI, Francis GIUDICI, Julie GUISEPPI, Xavier LACOMBE, Paul LEONETTI, Jean-Jacques LUCCHINI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, Jean-Charles ORSUCCI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Antoine POLI, Laura Maria POLI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Rosa PROSPERI, Joseph PUCCI, Catherine RIERA, Anne-Laure SANTUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Julia TIBERI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI,

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. François BERNARDI à M. Joseph PUCCI
Mme Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS à M. Hyacinthe VANNI
Mme Laura FURIOLI à M. Petr'Antone TOMASI
Mme Stéphanie GRIMALDI à Mme Isabelle FELICIAGGI
Mme Marie-Thérèse MARIOTTI à Mme Christelle COMBETTE
M. Paulu Santu PARIGI à M. Jean-Jacques LUCCHINI
M. Camille de ROCCA SERRA à Mme Chantal PEDINIELLI
M. Jean-Guy TALAMONI à Mme Rosa PROSPERI

ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.

Jean-Louis DELPOUX, Fabienne GIOVANNINI, Pierre-Jean LUCIANI, François ORLANDI

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV^{ème} partie, et notamment les articles L. 4422-1 et suivants, ainsi que l'article L. 4422-16,
- VU** le Code électoral, et notamment les articles L. 365 et L. 366,
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment l'article 30,
- VU** les ordonnances du 21 novembre 2016, n° 2016-1563 et n° 2016-1562 portant respectivement diverses mesures électorales applicables en Corse et diverses mesures institutionnelles relatives à la Collectivité de Corse,
- VU** la délibération n° 06/058 AC de l'Assemblée de Corse du 10 avril 2006 approuvant la mise en place d'un dispositif d'ingénierie dans le cadre de la territorialisation des politiques de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** l'avis de la Chambre des Territoires du 11 juin 2018 (décision n° 2018-9) relatif au règlement transitoire d'aides aux communes, intercommunalités et territoires,
- VU** la délibération n° 18/200 AC de l'Assemblée de Corse du 28 juin 2018 approuvant le règlement transitoire d'aides aux communes, intercommunalités et territoires,
- VU** le courrier de M. le Sénateur Jean-Jacques PANUNZI à M. le Président du Conseil Exécutif de Corse en date du 25 avril 2019 demandant l'examen de la proposition de loi par l'Assemblée de Corse,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- SUR** rapport conjoint de la Commission des Compétences Législatives et Réglementaires et de la Commission pour l'Evolution Statutaire de la Corse,
- CONSIDERANT** que la Corse forme une circonscription électorale unique depuis la loi du 2 mars 1982,
- CONSIDERANT** que la proposition de loi du Sénateur PANUNZI, en territorialisant le mode de scrutin relatif à l'élection de l'Assemblée de Corse à partir de onze sections territoriales, tendrait ainsi à transformer la Collectivité de Corse en une Assemblée de nature départementale,
- CONSIDERANT** qu'une telle proposition présenterait un risque potentiel de supprimer la dimension stratégique et planificatrice d'un intérêt territorial collectif défini à l'échelle de la Corse, ce qui est le propre de la Collectivité de Corse depuis sa création,
- CONSIDERANT** que la territorialisation des politiques publiques, préoccupation légitimement exprimée par le Sénateur PANUNZI, est largement prise en compte par la Collectivité de Corse, notamment au sein de la Chambre des Territoires, dont la gouvernance et le fonctionnement devront être revus, et par la construction d'une politique globale et concertée de soutien stratégique aux communes et intercommunalités.

APRES EN AVOIR DELIBERE

A la majorité : 41 voix POUR : les représentants des groupes « Femu A Corsica » (17), « Corsica Libera » (13), « Partitu di a Nazione Corsa » (10) et M. Pierre GHIONGA : représentant du groupe « La Corse dans la République » ; 13 CONTRE : les représentants des groupes « Per l'Avvene » (9) et « La Corse dans la République » (4) ; 5 Non-participations : les représentants du groupe « Andà per Dumane » (5)).

ARTICLE PREMIER :

DEMANDE au Sénateur PANUNZI le retrait de sa proposition de loi devant le Sénat.

ARTICLE 2 :

A défaut, **EMET** un avis défavorable à la proposition de loi du Sénateur PANUNZI tendant à instituer un mode de scrutin territorialisé en ce qui concerne l'élection des représentants de l'Assemblée de Corse.

ARTICLE 3 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 27 septembre 2019

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI



COLLECTIVITE DE CORSE

**RAPPORT
N° 2019/E3/238**

ASSEMBLEE DE CORSE

2 EME SESSION ORDINAIRE DE 2019

REUNION DES 26 ET 27 SEPTEMBRE 2019

**RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE**

**AVIS SUR LA PROPOSITION DE LOI DEPOSEE PAR LE
SENATEUR JEAN-JACQUES PANUNZI**

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission des Compétences Législatives et Réglementaires
Commission pour l'Evolution Statutaire de la Corse

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Le 27 mars 2019, le Sénateur M. Jean-Jacques Panunzi, a déposé au Sénat une proposition de loi (n° 414) visant à territorialiser le mode de scrutin relatif à l'élection de l'Assemblée de Corse.

Conformément au V de l'article L. 4422-16 du Code général des collectivités territoriales, il est stipulé que « l'Assemblée de Corse est consultée sur les projets et les propositions de loi ou de décret comportant des dispositions spécifiques à la Corse ».

La saisine devant être effectuée par l'institution ou l'élu à l'origine du dépôt, le sénateur Panunzi a sollicité le Président du Conseil Exécutif de Corse, par courrier en date du 25 avril 2019, pour que la proposition de loi soit examinée par l'Assemblée de Corse.

I - Rappel du mode de scrutin actuel : une circonscription unique à l'échelle de la Corse

Conformément à l'article L. 364 du Code électoral, auquel renvoie l'article L. 4422-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), l'Assemblée de Corse est composée de soixante-trois membres.

Elle constitue l'organe délibérant de la Collectivité de Corse qui se substitue, à compter du 1^{er} janvier 2018, aux conseils départementaux de Corse-du-Sud et de Haute-Corse ainsi qu'à la Collectivité Territoriale de Corse, en application de l'article 30 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Le mode de scrutin des conseillers à l'Assemblée de Corse est défini aux articles L. 365 et L. 366 du Code électoral.

La Corse forme une circonscription électorale unique (article L. 365).

Les conseillers à l'Assemblée de Corse sont élus au scrutin de liste à deux tours avec dépôt de listes complètes comportant autant de noms que de sièges à pourvoir, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation.

L'élection est acquise au premier tour de scrutin si une liste recueille la majorité absolue des suffrages exprimés. Dans le cas contraire, il est procédé à un second tour.

A l'issue de l'élection, il est attribué à la liste qui a obtenu le plus de voix onze sièges. Cette attribution opérée, les autres sièges sont répartis entre toutes les listes à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.

Les listes qui n'ont pas obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés ne sont pas admises à la répartition des sièges.

Conformément à l'article L. 373, seules peuvent se présenter au second tour de scrutin les listes ayant obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 7 % du total des suffrages exprimés. Toutefois, la composition des listes présentes au second tour peut être modifiée par rapport au premier tour en y incluant des candidats d'autres listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés et qui ne se présentent pas au second tour.

II - Le contenu de la proposition de loi

a) La lettre de la modification proposée : la délimitation de circonscriptions infra-départementales

La proposition de loi du sénateur Panunzi ne modifie pas le mode de scrutin de l'Assemblée de Corse en ce qui concerne :

- Le nombre de sièges : 63 ;
- La prime majoritaire de 11 sièges ;
- la répartition proportionnelle à la plus forte moyenne ;
- le seuil de maintien : 7 % ;
- le seuil de fusion des listes pour le second tour : 5 %.

Elle introduit un seul changement, mais de nature fondamentale, qui porte sur la répartition des 63 sièges à pourvoir, en territorialisant le mode de scrutin. Ainsi que l'indique l'exposé des motifs, « *le seul aménagement réside dans le fait que les 63 sièges à pourvoir seraient répartis en 11 sections territoriales correspondant à des territoires identifiés, en tenant compte de l'aspect démographique* ».

b) L'esprit de la modification proposée : la dénaturation profonde des institutions mises en place depuis 1982 et le premier statut particulier de la Corse

La territorialisation du mode de scrutin des conseillers de l'Assemblée de Corse proposée par le sénateur Panunzi :

- Remet en cause le principe général constitutif d'une assemblée territoriale (Corse) ou régionale (France métropolitaine) cf. *infra* ;
- Contrevient fondamentalement au principe fondateur du statut particulier de la Corse : des élus régionaux puis territoriaux, une Assemblée, et plus globalement des institutions représentant politiquement, juridiquement et symboliquement la Corse tout entière ;

Il est en effet tout d'abord à que l'article L. 365 du Code électoral définit la Corse comme une circonscription électorale unique.

Cet article constitue le fondement du mode de scrutin de l'Assemblée de Corse depuis son instauration et la première élection de ses membres, issues de la loi n° 82-214 du 2 mars 1982 « portant statut particulier de la région Corse » et de son article 6, selon lequel « La Corse forme une circonscription électorale unique ».

L'ordonnance n° 2016-1563 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures électorales applicables en Corse, prise en application de la loi précitée du 7 août 2015, a adapté certaines dispositions du fait de la création de la collectivité unique mais sans modification du régime électoral afin que celle-ci n'entraîne aucune conséquence sur un tel plan, ni pour l'élection des députés et des sénateurs, ni pour celui des conseillers à l'Assemblée de Corse, leur nombre passant seulement de 51 à 63 et la prime majoritaire passant, de façon strictement proportionnelle, de 9 à 11 sièges.

Cette organisation en circonscription électorale unique est un élément fondateur et intangible du statut particulier de la Corse.

Il sera par exemple rappelé que dans les régions de droit commun, la répartition des conseillers régionaux s'établit à partir des circonscriptions électorales départementales (article L. 338 du Code électoral).

Or, cette modalité n'a jamais été mise en œuvre pour la Corse alors même que la bi-départementalisation a duré de 1975 à 2017.

Il est donc pour le moins paradoxal, voire à contre-courant de l'histoire, de prétendre remettre en cause cet élément, déclinaison majeure du principe même de la spécificité de l'organisation institutionnelle de la Corse, au moment même où la Constitution s'apprête à la consacrer.

Ce seul argument suffit à démontrer l'inanité de la proposition de loi soumise à avis de l'Assemblée de Corse.

Par ailleurs et sur un deuxième plan celui-là plus technique, il sera fait remarquer à titre superfétatoire qu'il est inexact d'écrire, comme le fait le sénateur Panunzi dans son exposé des motifs, que la création de onze sections territoriales (cf. *infra*) s'assimilerait au régime en vigueur dans les autres régions métropolitaines, « à ceci près que ce sont les départements qui y constituent le cadre électoral des élections régionales ».

Si l'on s'attache à la définition du « ceci près », la Corse, pour une démographie de près de 330 000 habitants, aurait des circonscriptions électorales territoriales de 36 000 habitants en moyenne alors que le plus petit département de France métropolitaine sur le plan démographique (la Lozère), représente dans la région d'Occitanie une circonscription de 77 000 habitants.

La proposition de loi à examiner remplace la circonscription électorale unique à l'échelle du territoire de la Corse par onze circonscriptions électorales qualifiées de « sections territoriales ».

A titre indicatif, le Sénateur Panunzi propose une répartition des sièges (calculée sur la population 2018 évaluée à 329 599 habitants). A cette répartition ont été ajoutés,

dans le tableau suivant, le nombre d'habitants par siège et le pourcentage d'écart à la moyenne.

Cet écart demeure dans la double limite de plus ou moins 20 % fixé par le Conseil Constitutionnel comme un seuil à ne pas dépasser. En revanche, il est à noter que la ville de Bastia disposerait de huit sièges, soit en quasi égalité (sept sièges) avec le territoire Cap Corse, Nebbiu, Conca d'Oro auquel ont été ajoutées les communes de Furiani et de Biguglia.

Section territoriale	Démographie	Sièges	Nombre habitant s / sièges	% d'écart à la moyenne (5 254)
Ajaccio 1	29 775	6	4 962	6 %
Ajaccio 2	39 603	7	5 657	7 %
Ouest Corse / CAPA / Celavo- Prunelli	29 384	6	4 897	7 %
Taravo-Ornano / Sartenais-Valinco	26 259	5	5 251	0 %
Grand Sud / Alta Rocca	29 296	6	4 882	8 %
Bastia 1	21 584	4	5 396	3 %
Bastia 2	22 486	4	5 621	7 %
Balagne	22 263	4	5 565	6 %
Cap Corse / Conca d'Oro / Nebbiu / Furiani / Biguglia	36 108	7	5 158	2 %
Marana / Costa Serena	35 413	7	5 059	4 %
Centre Corse / Plaine orientale	37 427	7	5 346	2 %

La définition de ces sections territoriales, telle qu'elle figure dans l'exposé des motifs, semble reposer sur une définition peu claire, mêlant :

- la notion de démographie. « *Le seul aménagement réside dans le fait que les 63 sièges à pourvoir seraient répartis en 11 sections territoriales correspondant à des territoires identifiés, en tenant compte de l'aspect démographique* » ;
- les espaces retenus par les politiques de territorialisation de 2008. « *Le choix de 11 territoires renvoie à la dizaine d'espaces retenue lors du lancement de la politique de territorialisation de la Collectivité Territoriale de Corse en 2008* » ;
- la nécessité de ne pas déroger à la mise en œuvre de la prime majoritaire de onze sièges. [Ce choix correspond] « *aussi à la mise en œuvre de la prime majoritaire. Si, pour les régions continentales, la prime est exprimée en pourcentage (25 % des sièges), en Corse, c'est un nombre entier de onze sièges (environ 18 % des sièges) qui est mentionné par le code électoral* ».

Ainsi, le cumul disparate de ces éléments, sans cohérence interne et en tenant pour acquis le bien-fondé de la prime majoritaire du dispositif actuel et son expression en sièges, démontre bien que la véritable raison de la territorialisation électorale proposée procède bien davantage de la volonté de porter atteinte à ce qui fait la substance de l'Assemblée de Corse, institution dont les membres élus représentent la Corse toute entière, que sur les motifs explicitement invoqués : la nécessité d'une proximité qui ferait désormais défaut, depuis la disparition des conseils

départementaux, à la Collectivité de Corse, dont les 63 élus seraient déconnectés de leur territoire d'élection.

Il sera répondu à cet argument que la fonction des membres élus de l'Assemblée de Corse n'est précisément pas de représenter leur ville, village, ou territoire d'origine ou de domicile, mais bien la Corse tout entière, et ce aussi bien en termes symboliques et politiques, que dans la définition des politiques publiques découlant des compétences particulières reconnues à la Corse depuis 1982, dont le périmètre a été accru par les réformes ultérieures, et notamment le statut Joxe (1991), le statut de 2002 et la création de la nouvelle Collectivité de Corse (2018).

La proposition de loi de M. Panunzi n'est donc pas seulement une altération grave de la lettre et de l'esprit du statut de la Corse.

Elle est également porteuse d'une logique de régression institutionnelle et politique.

Elle propose de transformer l'Assemblée de Corse en une assemblée de nature départementale, au sein de laquelle les conseillers territoriaux seraient les représentants de leur circonscription avant d'être ceux de la Corse.

Or l'intérêt général de la Corse, que l'Assemblée de Corse a pour mission et vocation d'identifier et de défendre, n'est pas l'addition ou la juxtaposition des intérêts cantonaux.

C'est vrai en termes politiques et philosophiques.

Ça l'est également du point de vue de la définition des politiques publiques que la Collectivité de Corse a pour compétence et mission de définir et mettre en œuvre.

C'est d'ailleurs, par exemple, par référence à cette logique institutionnelle non démentie et toujours confirmée et renforcée depuis 1982 que la Collectivité de Corse a sollicité et obtenu de conserver la « clause de compétence générale ».

Or cette clause de compétence générale n'est pas compatible avec une territorialisation, même partielle, du mode de scrutin.

De même, cette logique de territorialisation de la fonction de représentation des élus de l'Assemblée de Corse est totalement contradictoire avec les compétences conférées à la Collectivité de Corse, qui n'ont de sens qu'à l'échelle de l'ensemble du territoire de la Corse.

La problématique de la prise en compte des attentes et besoins des territoires ne peut pas être traitée ni prise en compte à travers le mode de scrutin.

Elle doit l'être, d'une part, à travers la territorialisation des politiques publiques de la Collectivité de Corse.

A cet égard, deux points peuvent être soulevés :

- la territorialisation des politiques publiques élaborée par la Collectivité Territoriale de Corse à compter de 2005 a effectivement identifié neuf (et non pas « dix ») territoires infrarégionaux avec l'objectif clairement exprimé de mettre « l'accent sur la nécessaire rencontre entre les stratégies

définies par la Collectivité Territoriale et celle de territoires organisés disposant d'un projet de développement » (délibération n° 06/58 AC de l'Assemblée de Corse du 10 avril 2006 approuvant la mise en place d'un dispositif d'ingénierie dans le cadre de la territorialisation des politiques de la Collectivité Territoriale de Corse). Leur définition correspond à des bassins de vie cohérents en matière de développement, définis à partir d'un diagnostic territorial reposant notamment sur des données INSEE et repris dans le PADDUC en 2015 ;

- la création de ces territoires, dont l'objectif était de permettre une bonne interaction des politiques publiques développées à l'échelle de la Corse, et qui n'ont évidemment aucun lien avec d'éventuelles circonscriptions électorales, ne renvoient au demeurant que très imparfaitement aux territoires de la proposition de loi.

Les neuf territoires de territorialisation des politiques publiques :

- Le Pays ajaccien
- Ouest Corse
- Taravo-Valinco-Sartenais
- Extrême Sud / Alta Rocca
- Le Pays bastiais
- Le Pays de Balagne
- Castagniccia / Mare e Monti
- Centre Corse
- Plaine orientale

Les onze circonscriptions électorales de la proposition de loi :

- Ajaccio 1
- Ajaccio 2
- Ouest Corse / CAPA / Celavo-Prunelli
- Taravo-Ornano / Sartenais-Valinco
- Grand Sud / Alta Rocca
- Bastia 1
- Bastia 2
- Balagne
- Cap Corse / Conca d'Oro / Nebbiu / Furiani / Biguglia
- Marana / Costa Serena
- Centre Corse / Plaine orientale

A l'exception des territoires du Sartenais et de la Balagne, il apparaît clairement que la territorialisation à laquelle il est fait référence, ne constitue qu'un prétexte destiné à adosser, au demeurant de façon apparente, un découpage infra territorial à une territorialisation certes existante, mais dont la justification procède d'une logique d'aménagement du territoire.

Mais cette apparente similitude ne peut faire oublier que la dite territorialisation a pour finalité et justification exclusives la recherche d'une efficacité renforcée en

matière d'application des politiques d'aménagement du territoire, et non de définition des dites politiques.

Concernant une meilleure implication des collectivités infra-territoriales et établissements public intercommunaux dans les politiques publiques de la Collectivité de Corse impactant les intérêts locaux dont elles ont la charge, celle-ci passe, non par le changement du mode de scrutin, mais par le renforcement de l'institution prévue pour les associer à la définition des dites politiques : la Chambre des territoires, organe consultatif ayant précisément vocation à associer les collectivités infra-territoriales et établissements public intercommunaux aux politiques publiques de la Collectivité de Corse.

III - Pour une territorialisation renforcée et améliorée des politiques publiques de la Collectivité de Corse

La territorialisation des politiques publiques est au cœur de l'action de la Collectivité de Corse et doit se développer sans qu'il soit besoin de recourir à une réforme électorale. Mais pour autant l'analyse développée par le Sénateur Panunzi sur la nécessité d'un renforcement du lien de proximité entre les élus et les territoires à une échelle infra-territoriale est légitime et pertinente et l'actuelle majorité territoriale s'est inscrite, depuis 2016, dans une telle démarche.

a) Un dialogue avec les maires et les présidents d'intercommunalité au sein de la Chambre des territoires

La Conférence de Coordination des Collectivités Territoriales (instance similaire aux Conférences Territoriales de l'Action Publique, créées en 2014 pour l'ensemble des régions) a été transformée, pour la Corse et à la demande de la Collectivité Territoriale de Corse en 2016, en Chambre des Territoires aux fins d'institutionnaliser de manière plus spécifique le dialogue entre la collectivité unique, à compter de 2018, et les élus de proximité, communaux et intercommunaux (article 34 de l'ordonnance n° 2016-1562 du 21 novembre 2016 portant diverses mesures institutionnelles relatives à la Collectivité de Corse).

La préoccupation exprimée par le sénateur Panunzi avait d'ailleurs été anticipée par l'actuelle majorité territoire et une telle demande correspondait à la formalisation d'une instance spécifique à la nouvelle institution corse, dans l'objectif de créer une instance consultative chargée de coordonner et de mettre en œuvre les politiques publiques de solidarité avec les territoires.

A cet égard et à titre d'exemple, le règlement transitoire d'aide aux communes (cf. *infra*) a été présenté à la Chambre des Territoires en première étape de la concertation engagée avec les élus communaux et intercommunaux, le 11 juin 2018 (décision n° 2018-9) et avant passage et vote à l'Assemblée de Corse le 28 juin 2018 (délibération AC n° 18/200).

Au terme de près de dix-huit mois de fonctionnement de la Chambre des Territoires et d'un bilan (joint en annexe) au terme duquel il devient injuste de parler de « gadget », ainsi que le fait le sénateur Panunzi dans son exposé des motifs, il apparaît qu'il convient au contraire de valoriser l'action de cette institution qui, sur un temps court, a mené des travaux concrets, répondant aux attentes des communes et des intercommunalités, tels que le déneigement, la lutte contre les incendies ou

l'érosion côtière...

Cette constatation n'interdit évidemment pas de réfléchir et de travailler à une amélioration de la gouvernance et du fonctionnement de la Chambre des territoires, ce qui avait d'ailleurs été annoncé lors de l'installation de la Chambre, le 16 août 2018, car il apparaissait déjà qu'une modification de l'ordonnance précitée du 21 novembre 2016 serait nécessaire, notamment pour présenter à nouveau les demandes refusées par le Gouvernement en 2016 et reprises lors de la délibération n° 17/282 AC de l'Assemblée de Corse portant avis sur le projet de décret en Conseil d'Etat relatif à la Chambre des Territoires de Corse et portant diverses dispositions d'adaptation à la création de la Collectivité de Corse (modalités d'élection et de désignation des membres de la Chambre des Territoires, du 21 septembre 2017.

Ces demandes, relatives principalement à la mise en œuvre du principe de parité et aux modalités de désignation des représentants des communautés de communes et des maires des communes de moins de 10 000 habitants ainsi qu'à la représentation des établissements publics de coopération intercommunale, seront prochainement complétées par les propositions issues du groupe de travail relatif à l'évolution statutaire de la Chambre, installé en juin dernier et qui rendra ses conclusions d'ici à l'automne de cette année.

L'Assemblée de Corse pourrait utilement réitérer à ce moment, et sur le fondement du dit rapport, sa demande de modification législative pour améliorer la représentativité de la Chambre des territoires, demande non prise en compte jusqu'à ce jour.

b) Le renforcement de la politique d'aide aux communes, intercommunalités et territoire et de territorialisation des politiques et des services de la Collectivité de Corse

La Collectivité de Corse a engagé, dès 2018 et en se référant aux politiques précédentes mises en œuvre par la Collectivité Territoriale de Corse et les deux départements, une politique globale d'appui au développement des territoires en insistant sur les territoires ruraux, de montagne et de l'intérieur, en lien avec le Comité de Massif.

Cette politique concerne l'ensemble des domaines de son action publique : action sociale, culture, logement, développement économique..., dans l'objectif de favoriser l'équilibre des territoires en partenariat constant avec les communes ou établissements publics de coopération intercommunale concernés, les plus à même de connaître les difficultés de leur population.

La création, au 1^{er} janvier 2018, de la Collectivité de Corse a imposé une évolution des dispositifs d'aides organisés par les trois institutions fusionnées, qui a été définie en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés et présenté, semble-t-il à la satisfaction des élus communaux et intercommunaux, en préalable à la Chambre des Territoires le 11 juin 2018.

Ainsi, le règlement transitoire des aides aux communes et intercommunalités, destiné à lutter contre les fractures territoriales, a proposé, sans faire table rase des dispositifs passés mais en les réorganisant au mieux afin de les harmoniser pour une meilleure équité territoriale, de :

- réactiver les cadres d'intervention dédiés aux territoires ;
- réformer les dispositifs existants pour les adapter aux besoins des territoires bénéficiaires ;
- créer de nouveaux outils financiers mieux adaptés aux projets de ces territoires ;
- construire une contractualisation des politiques publiques avec les territoires organisés.

Il est rappelé à cet égard que l'enveloppe budgétaire relatives aux interventions financières de la Collectivité de Corse en 2018 a permis d'attribuer au titre de ce règlement un montant de subventions de près de 40 millions d'euros, qui ont concerné près de 640 opérations pour 242 communes et intercommunalités, dont 23 millions d'euros pour la dotation quinquennale, le reste se répartissant principalement entre la dotation école, le fonds de territorialisation et le fonds de solidarité territoriale.

Le règlement d'aides définitif sera proposé à la rentrée au vote de l'Assemblée de Corse et s'attachera à développer une démarche de contractualisation avec les territoires.

De même, dès la session de septembre, sera présenté et soumis au vote de l'Assemblée de Corse deux rapports sur la territorialisation des politiques et des services de la Collectivité de Corse, qui s'est largement nourri des échanges intervenus avec les élus communaux et intercommunaux de toute la Corse, à travers notamment les cinq sessions des « Scontri di i territorii ».

Conclusion

Au vu des éléments ci-dessus exposés, il est proposé à l'Assemblée de Corse :

- de rappeler solennellement son attachement au principe selon lequel la Corse forme une circonscription électorale unique (article L. 365 du code électoral) ;
- d'émettre un avis défavorable sur la proposition de loi présentée par le Sénateur Panunzi.

*Extrait rapport d'activité de la Chambre des Territoires 2018
actualisé au 30 janvier 2019*

Données chiffrées

Depuis l'installation de la Chambre des Territoires, le 16 avril 2018 :

- **Ont été créées :**
 - ✓ Une plateforme collaborative propre aux élus de la Chambre des Territoires sur laquelle ils ont accès à l'agenda, l'actualité, les réunions des commissions, une base adresse des membres etc.
 - ✓ Une page dédiée à la Chambre des Territoires sur le site Internet www.isula.corsica - Page Intranet en cours de construction
 - ✓ 6 commissions et groupes de travail, une 7^{ème} sera proposée lors de la prochaine séance plénière :
 - Commission Déneigement des routes communales
 - Commission Urbanisme commercial
 - Commission Incendie
 - Commission Eau
 - Commission Littoral et protection des milieux marins
 - Groupe de travail Règlement Intérieur
 - Commission Economie circulaire (en cours)
- **Ont été organisées :**
 - ✓ 5 séances plénières dont 3 ordinaires, 1 extraordinaire organisée dans le cadre des Assises de l'Eau et la prochaine prévue le 11 février prochain
 - ✓ 22 réunions (17 réunions des commissions et 5 réunions techniques avec les services de la Collectivité de Corse, une 6^{ème} est prévue la semaine prochaine sur la question du déneigement des routes communales)
- **Ont été examinés et approuvés :**
 - ✓ 21 rapports – auxquels il faudra ajouter les 11 inscrits à l'ordre du jour de la prochaine session
 - ✓ 1 délibération – 1 seconde sera soumise à la prochaine session
 - ✓ 21 décisions dont une délibération pour la désignation d'un représentant de la Chambre des Territoires au Conseil des Rivages de Corse, auxquelles viendront s'ajouter les 11 qui seront prises à l'issue de la prochaine session du 11 février 2019 dont une seconde désignation pour siéger au sein du Comité de pilotage du Pattu pè a ghjuventù.
- **Ont été produits :**
 - ✓ Le règlement intérieur de la Chambre des Territoires
 - ✓ 15 comptes rendus de réunions des commissions et 2 procédures écrites (pour le règlement intérieur)

- ✓ Des informations sur le lancement des **Assises du Sport**,
 - ✓ Des informations sur des **séminaires intéressants les territoires** comme les Rencontres régionales des gestionnaires d'espaces naturels littoraux en Bretagne et les modalités d'inscription, sur les Assises territoriales de la transition agro-écologique et l'alimentation durable à Montpellier avec les formulaires d'inscription.
- Ont été soumis aux débats lors des séances plénières, les sujets suivants :
- ✓ Tous les sujets traités par les commissions avec une présentation des travaux par les présidents et rapporteurs de ces commissions, qui sont pour mémoire :
 - Le déneigement des communes, le questionnaire, les conventions, les supports de communication
 - Les incendies, les obligations légales de débroussaillage, les réserves communales
 - La rédaction du schéma en matière d'urbanisme commercial, les propositions d'adaptations législatives et réglementaires, le recueil des données auprès des chambres consulaires, la rédaction de contributions dans le cadre de l'élaboration de ce document par les services de l'Agence de l'Urbanisme
 - L'eau et la contribution au débat national dans le cadre des Assises de l'Eau
 - La protection du littoral et des milieux marins avec la présentation des conventions avec le Conservatoire du Littoral et des travaux sur l'érosion côtière
 - ✓ La question des déchets
 - ✓ Le dossier sur la couverture numérique des territoires
 - ✓ La procédure de modification du PADDUC en vue du rétablissement de la carte des espaces stratégiques agricoles
 - ✓ Les conventions d'action économique entre la Collectivité de Corse et les intercommunalités au titre du SRDEII)
 - ✓ L'élaboration du règlement transitoire des aides aux communes, intercommunalités et territoires
- Seront soumis à l'avis des élus de la Chambre des Territoires le 11 février prochain, les dossiers concernant :
- ✓ La charte des pôles territoriaux pour la formation initiale à la pratique artistique
 - ✓ I scontri di u sportu
 - ✓ U pattu di a ghjuventù
 - ✓ La Conférence sociale
 - ✓ La création d'une Commission Economie Circulaire
 - ✓ La présentation des individualisations des crédits au titre du règlement transitoire d'aides aux communes, intercommunalités et territoires

Camera di i Territorri di Corsica

Raportu d'attività à mezu andà

Da ferraghju a sittembre di u 2018



De février à septembre 2018

Rapport d'activité intermédiaire

Chambre des Territoires de Corse

Préambule	p. 3
Le rôle de la Chambre des Territoires de Corse	p. 4
La composition et la présidence de la Chambre des Territoires de Corse	p. 5
L'élection des membres de la Chambre des Territoires de Corse	p. 5
Le visage de la Chambre des Territoires de Corse	p. 9
Le siège de la Chambre des Territoires de Corse	p.10
Le bilan	p.11
Les sessions	p.13
Les commissions	p.20
Les groupes de travail	p.26
Les outils créés et mis à dispositions des membres	p.27
Le budget 2018	p.31
Les propositions pour les orientations budgétaires 2019	p.31



Préambule

La loi ° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République – article 30. a créé une collectivité unique en Corse, à compter du 1^{er} janvier 2018.

La Collectivité de Corse constitue ainsi, depuis cette date, une collectivité à statut particulier, en lieu et place de la Collectivité Territoriale de Corse et des Départements de Corse-du-Sud et de Haute-Corse.

Elle comprend une Chambre des territoires, dont le siège est à Bastia. Cette Chambre des Territoires a été créée afin de mieux coordonner l'exercice des compétences respectives des différentes collectivités territoriales et des différentes intercommunalités en matière d'action publique et de solidarité financière.

Le Décret n°2017-1684 du 14 décembre 2017 publié au Journal Officiel le 15 décembre 2017 relatif à la Chambre des Territoires de Corse et portant diverses dispositions d'adaptation à la création de la Collectivité de Corse avait été soumis pour avis le 21 septembre 2017 à l'Assemblée de Corse, il a été adopté par l'Assemblée de Corse après avoir été amendé sur la base du rapport coproduit par le Président du Conseil Exécutif de Corse et la Commission des Compétences législatives et réglementaires.

Les amendements demandaient :

1. Que le représentant des territoires de montagne au sein de la Chambre des Territoires soit proposé par le comité de massif et validé par le Président du Conseil exécutif :
 - ➔ Le décret conserve le texte initial : *"Le représentant sera désigné par le préfet de Corse, sur proposition du comité de massif."*
2. Que soit modifiée la rédaction de l'article du code général des collectivités territoriales relatif aux modalités de désignation des représentants des communautés de communes et des maires de communes de moins de 10 000 habitants :
 - ➔ Refusé
3. Que le nombre des représentants élus des présidents des intercommunalités soit porté à dix-sept, correspondant au nombre des communautés de communes de l'île, en dehors de la CAB et de la CAPA :
 - ➔ Le décret conserve le nombre initial de huit représentants
4. Une représentation paritaire de la chambre :
 - ➔ Refusé
5. L'élargissement des compétences de la Chambre au-delà de celles dévolues à la Conférence de Coordination Régionale créée par la loi NOTRe :
 - ➔ Refusé.



Le rôle de la Chambre des Territoires de Corse

La Chambre des Territoires est une instance de dialogue entre les collectivités locales de Corse sur les grands enjeux liés au développement local, à l'exercice de leurs compétences et à la cohérence de l'action publique sur l'ensemble du territoire.

La Chambre des Territoires peut débattre et rendre des avis sur tous les sujets relatifs à l'exercice de compétences et à la conduite de politiques publiques nécessitant une coordination ou une délégation de compétences entre les collectivités territoriales et leurs groupements.

Elle examine les projets qui lui sont présentés par les collectivités locales, leurs groupements ou leurs établissements publics, ou les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, dans le cadre de conventions territoriales d'exercice concerté des compétences ou des contrats de ruralités.

Elle rend un avis lorsqu'une collectivité locale ou un EPCI à fiscalité propre demande à l'Etat la délégation d'une compétence.

La Chambre des Territoires peut par ailleurs débattre de tout sujet d'intérêt général partagé, comme :

- Les enjeux prospectifs et les schémas stratégiques,
- La révision éventuelle du PADDUC,
- Les enjeux de contractualisation nationale et européenne.

Elle émet enfin des avis sur les rapports soumis à l'Assemblée de Corse, qui relèvent de son champ de compétences. Elle peut, dans ce cadre, soumettre des propositions d'amendements.



La composition et la présidence de la Chambre des Territoires de Corse

Présidence : le Président du Conseil Exécutif de Corse

42 membres

Le Président de l'Assemblée de Corse

11 conseillers exécutifs

8 élus de l'Assemblée de Corse

8 représentants des présidents des communautés de communes

2 présidents des communautés d'agglomération de Bastia et d'Aiacciu

8 représentants des maires des communes de moins de 10 000 habitants de Corse

3 maires des communes de plus de 10 000 habitants.

1 représentant des collectivités territoriales et groupements de collectivités des territoires de montagne sur proposition Comité de massif

L'élection des membres de la Chambre des Territoires de Corse

Base juridique

Le décret d'application n° 2017-1684, du 14 décembre 2017, publié au Journal Officiel le 15 décembre 2017, définit les modalités d'élection et de désignation des membres de la Chambre des Territoires.

L'arrêté n° R20-2018-01-24-004 du 24 janvier 2018, organise les modalités d'organisation de l'élection des représentants des présidents des communautés de communes et des représentants des maires des communes de moins de 10 000 habitants.



Les candidats

- Pour représenter les communes de moins de 10 000 habitants, 4 listes ont été présentées :

LISTE : Liste présentée par l'association des maires et présidents d'EPCI de Haute-Corse

N°	CANDIDAT	REPLAÇANT
1	ALBERTINI Don-Marc <i>Maire de Ghisoni</i>	VITTORI Philippe <i>Maire de San Gerovu di Fiumardu</i>
2	MORGANTI Jean-Toussaint <i>Maire d'Orliastro</i>	VIVONI Ange-Pierre <i>Maire de Sica</i>
3	MARIANI Frédéric <i>Maire d'Olmi Capella</i>	CECCALDI Antilius <i>Maire de Lama</i>
4	BRUZI Benoit <i>Maire de Pasconeto</i>	RIOLACCI Simon Pierre <i>Maire de Valle di Campogiro</i>
5	MEDORI Séverin <i>Maire de L'Inghicciatu</i>	PAOLACCI Jean-Toussaint <i>Maire de Casinacciu</i>
6	DOMARCHI Stéphane <i>Maire de Sant'Andrea di Casone</i>	BERLINGHI François <i>Maire de Puro Casinacciu</i>
7	COGNETTI Vincent <i>Maire de Marcegaglia</i>	GRAZIANI Christophe <i>Maire de Bigorno</i>
8	MANCINI Pierre-Marie <i>Maire de Costa</i>	FILIPPI Marie-Antoinette <i>Maire de Pietrosu</i>

LISTE : Liste présentée par l'association départementale des maires de la Corse-du Sud

N°	CANDIDAT	REPLAÇANT
1	MIATTEI FAZI Joselyne <i>Maire de Borno</i>	CASTELLANI Pascaline <i>Maire de Piana</i>
2	BARTOLI Paul-Marie <i>Maire de Propriano</i>	ROCCA Antoine <i>Maire de Santa Maria Figarella</i>
3	LUCIANI Pierre-Paul <i>Maire d'Altezza</i>	CHIAPPINI Charles <i>Maire de Calcatoggio</i>
4	TOMA Jean <i>Maire de Sari Solemaru</i>	CASANOVA Paule <i>Maire de Guarguaglie</i>
5	GIORDANI François <i>Maire de Salice</i>	POLVERINI Jérôme <i>Maire de Pianerottu-Caldarellu</i>
6	LUCCHINI Jean-Claude <i>Maire de Zerbibiu</i>	ALIOTTI Ange-Marie <i>Maire de Capriccioli-Montichi</i>
7	QUILICCHINI Dolls <i>Maire de Sorbollone</i>	COLONNA-VELLUTINI Dorothée <i>Maire de Murzu</i>
8	AGOSTINI Henri-Paul <i>Maire de Zanca</i>	ETTORI Nora <i>Maire de Cando-Torgia</i>

LISTE : Paese vivu

N°	CANDIDAT	REPLAÇANT
1	NEGRONI Jérôme <i>Maire de San Loruca</i>	MORETTI Jean-Baptiste <i>Maire de Mauro</i>
2	CAITUCOLI Paul-Joseph <i>Maire d'Argiata-Marciccia</i>	CICCOLINI Jean-Jacques <i>Maire de Corsano</i>
3	OLIVESI Marie-Thérèse <i>Maire de San Nicolau</i>	ALBERTINI-FRANCESCHI Emilie <i>Maire de Carcheto-Bruccia</i>
4	RUTILA Nicolas <i>Maire d'Oru</i>	CHIAPPINI Angèle <i>Maire de Lusa</i>
5	RODRIGUEZ Jean-Marc <i>Maire de Poggio-di-Tenocu</i>	ARRIGHI Fabien <i>Maire de Nocera</i>
6	LEANDRI Jean-Yves <i>Maire de Gramace</i>	CIANFARANI Pierre <i>Maire de Focu</i>
7	CASTA Jacques <i>Maire de Piedroccia</i>	PIETRI Pierre-François <i>Maire de Valle-di-Rastinu</i>
8	MARTINETTI Achille <i>Maire de Bocogianu</i>	PAOLINI François <i>Maire de Ghincheru</i>

LISTE : Core in fronte

N°	CANDIDAT	REPLAÇANT
1	ARENA Jean-Baptiste <i>Maire de Patrimoniis</i>	CASTELLANI Pierre <i>Maire d'Alagna</i>
2	MILLO Jean-Luc <i>Maire d'Oricciu</i>	PIAZZA Laurence <i>Maire de Maria</i>
3	ORSONI Stéphane <i>Maire d'Occhianonu</i>	RENUCCI Jean <i>Maire de Caricciati</i>
4	MARCHETTI Etienne <i>Maire de Barbaggia</i>	BRUGIONI David <i>Maire de Cismari</i>

- Pour représenter les communautés des communes :

BOZZI	Valérie	Communauté de communes de la Pieve de l'Ornano
CESARI	Louis	Communauté de communes Fium'orbu-Castellu
CHAUBON	Pierre	Communauté de communes du Cap corse
COLONNA	François	Communauté de communes Spelunca-Liamone
FRANCESCHI	Henri	Communauté de communes du Celavo Prunelli
MARCELLESI	Pierre	Communauté de communes de l'Alta Rocca
MARCHETTI	François Marie	Communauté de communes de Calvi Balagne
NATALI	Anne-Marie	Communauté de communes Marana-Golo
NICOLAI	Marc-Antoine	Communauté de communes de la Costa Verde
OLMETA	Claudy	Communauté de communes du Nebbiu- Conca d'Oru
PAJANACCI	Jean	Communauté de communes du Sartenuis Valinco Taravo

Le vote

Le vote s'est effectué par correspondance jusqu'au jeudi 15 mars 2018.

Le dépouillement des votes et la proclamation des résultats de chacun de ces scrutins ont eu lieu le **mardi 20 mars 2018** en Préfecture de région par la



commission prévue à l'article D.4422-30-5-III du code général des collectivités territoriales.

Les représentants des présidents des communautés de communes sont élus au scrutin uninominal. Les sièges ont été attribués aux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix.

Les représentants des maires des communes de moins de 10 000 habitants sont élus au scrutin de liste, sans panachage ni vote préférentiel.

Ont été élus

- Pour le collège représentant les maires des communes de 10 000 habitants :



Don-Marc ALBERTINI
Merru di Ghisoni



Jean-Baptiste ARENA
Merru di Patrimoniu



Paul-Joseph CAITUCOLI
Merru d'Arghjusta è Muricciu



Joselyne MATTEI FAZI
Merressa di Rennu



Jean-Luc MILLO
Merru di Livesi



Jean-Toussaint MORGANTI
Merru d'Ogliastru



Jérôme NEGRONI
Merru di San Lorenzu



Marie-Thérèse OLIVESI
Merressa di San Niculaiu



- Pour le collège des communautés des communes :



Louis CESARI
 Presidente di a Cumunità di Cumune
 di Fium'orbu Castellu



Henri FRANCESCHI
 Presidente di a Cumunità di Cumune
 di Celavu Prunelli
 Merru d'Aucciani



François-Marie MARCHETTI
 Presidente di a Cumunità di Cumune
 di Calvi - Balagna



Pierre MARCELLESI
 Presidente di a Cumunità di Cumune di l'Alta Rocca
 Merru di Zoza



Anne-Marie NATALI
 Presidente di a Cumunità di Cumune
 di Marana - Golu
 Merressa di U Borgo



Marc-Antoine NICOLAI
 Presidente di a Cumunità di Cumune di Costa Verde
 Merru di Cervioni



Claudy OLMETA
 Presidente di a Cumunità di Cumune
 di ù Nebbiu - Conca d'Ora
 Merru di San Fiurenze



Jean PAJANACCI
 Presidente di a Cumunità di Cumune
 di ù Sartinese - Valincu - Taravu



Le visage de la Chambre des Territoires de Corse



Chambre des Territoires de Corse
Camera di i Territorii di Corsica

Président de la Chambre des Territoires de Corse
Président du Conseil Exécutif de Corse



Gilles SIMEONI

Conseillers exécutifs



Marie-Antoinette MAUPEKTUS

Jean-Christophe ANGELINI

Joseph GIACOMETTI

François SARGENTINI

Vanina BORROMEI

Jean BIANCUCCI

Bianca FAZI

Saverio LUCIANI

Lauda GUIDICELLI

Lionel MORTINI

Président de l'Assemblée de Corse



Jean Guy TALAMONI

Conseillers territoriaux



Pascal CARLOTTI

François-Xavier CECCOLI

Franco GIUDICI

Antoine POLI

Juliette PONZEVERA

Louis POZZO di BORGIO

Rosa PROSPERI

Petr'Antone TOMASI

Présidents des Communautés d'agglomération



Laurent MARCANGELI



François TATTI

Maires des communes de 10 000 habitants ou plus



Stéphane SBRAGLIA

Pierre SAVELLI

Georges MELA

Représentant des collectivités territoriales et groupements de collectivités des territoires de montagne



Napoléon DE PERETTI DELLA ROCCA

Représentant des Présidents de Communautés de communes



Louis CESARI

Henri FRANCESCHI

Pierre MARCELLESI

François-Marie MARCHETTI

Anne-Marie NATALI

Marc-Antoine NICOLAI

Claudy OLMETA

Jean PAJANACCI

Représentant des Maires des communes de moins de 10 000 habitants



Jérôme NEGRONI

Paul-Joseph CAITUCOLI

Marie-Thérèse OLIVESI

Don-Marc ALBERTINI

Suppléante Suppléant: Jean-Baptiste MORETTI

Suppléante Suppléant: Jean-Jacques CIOCOLINI

Suppléante Suppléante: ALBERTINI-FRANCESCHI Emille

Suppléante Suppléant: Philippe VITTORI

Jean-Toussaint MORGANTI

Jean-Baptiste ARENA

Jean-Luc MILLO

Josefne MATTEI FAZI

Suppléante Suppléant: Ange-Pierre VIVONI

Suppléante Suppléant: Pierre CASTELLANI

Suppléante Suppléante: Laurence PIAZZA

Suppléante Suppléante: Pascaline CASTELLANI

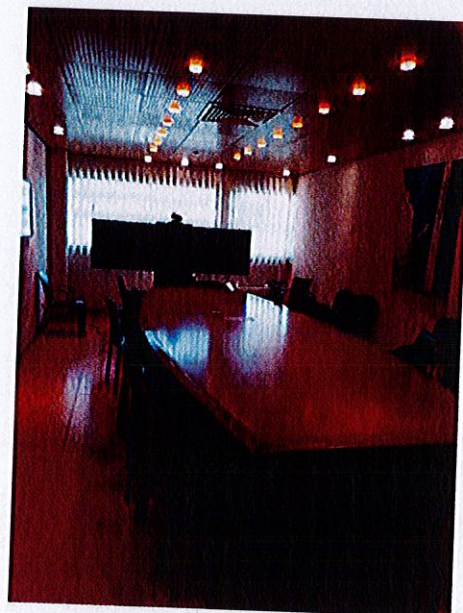
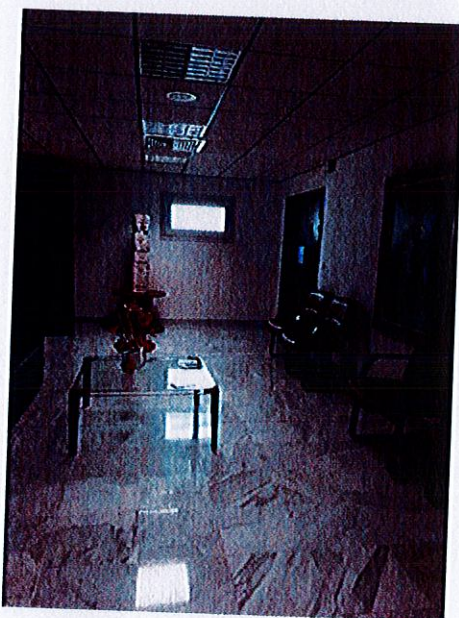


Le siège de la Chambre des Territoires de Corse



Le siège de la Chambre des Territoires se trouve au sein de l'ancien Département de la Haute-Corse ; les séances plénières se tiennent de manière habituelle en salle des délibérations « Jean Leccia » de l'Hôtel de la Collectivité à Bastia.

Les locaux administratifs sont situés au 2^{ème} étage de l'Hôtel de la Collectivité autour de la salle 1209 qui accueille les réunions des commissions et groupes de travail de la Chambre des Territoires.



Le bilan

Dans le cadre de la préfiguration :

- Ont été produits :
 - Un trombinoscope des membres de la Chambre par fonction et par territoire
 - Une carte des territoires
 - Une fiche individuelle de renseignement pour les élus
 - Une fiche de renseignement sur leur niveau d'équipement informatique
 - La mise à jour (et traduction en langue corse) de la base adresses/mail/téléphone de tous les maires des communes et présidents des communautés des communes
 - Une base adresse mail de tous les membres
 - Tous les documents type servant au fonctionnement des sessions (rapports, délibération, avis, décision, liste d'émargement, ...)
 - Le recensement de tous les véhicules des élus afin de leur permettre d'avoir une carte d'accès à l'Hôtel de la Collectivité de Corse.

- Ont été organisées :
 - Plusieurs réunions de cadrage avec les services de l'informatique, de la régie de l'hémicycle, des moyens généraux, de la communication interne et communication externe et du protocole afin de préparer la séance d'installation du 16 avril 2018. En synthèse de ces échanges formels et informels une note a été produite et transmise à tous les services concernées.
 - Une session blanche afin de caler les rôles de chacun et procéder à la vérification des derniers détails techniques.

- A été effectuée :
 - Une visite de l'Assemblée des Territoires d'Occitanie le 16 mars 2018 afin de rencontrer les services administratifs et les instances politiques de cette institution, très proche dans sa conception politique de la Chambre des Territoires de Corse.



Depuis l'installation le 16 avril 2018 :

- Ont été organisées :
 - 4 séances plénières
 - 8 réunions de groupes de travail et commissions.

- Ont été examinés et approuvés :
 - 21 rapports
 - 1 délibération
 - 20 décisions.

- Ont été produits :
 - Le règlement intérieur de la Chambre des Territoires
 - 6 comptes rendus de réunions des commissions
 - Le compte rendu in extenso de la séance d'installation
 - Les comptes rendus des sessions des 11 juin et 9 juillet
 - La rédaction du questionnaire à l'attention des maires pour un état des lieux sur les besoins en cas d'épisode neigeux
 - Le projet de convention avec les communes dans le cadre de la viabilité hivernale
 - La campagne de prévention dans le cadre de la lutte contre les incendies - saison 2018.

- Ont été transmises :
 - Des informations relatives à des appels à projet européen notamment pour l'équipement des communes en PAM (point d'accès multimédia)
 - Les délibérations et textes juridiques en lien avec les problématiques territoriales.

- Ont été créées :
 - Une plateforme collaborative propre aux élus de la Chambre des Territoires
 - Une page dédiée à la Chambre des Territoires sur le site Internet « isula.corsica ».



Les sessions

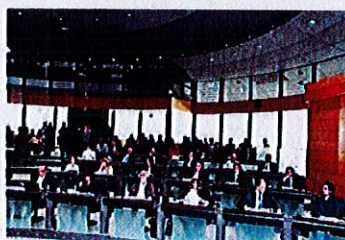
16 avril 2018

L'installation de la Chambre des Territoires a constitué un moment important et parachève en quelque sorte la mise en place de la nouvelle Collectivité de Corse.

La Chambre des Territoires ne disposera pas de la personnalité morale mais a un rôle très important, celui de la coordination des actions de la Collectivité de Corse avec les intercommunalités et les communes.

*« Elle sera ce que nous aurons décidé d'en faire
et ce que nous voudrons en faire »*

Gilles Simeoni, Président de la Chambre des Territoires



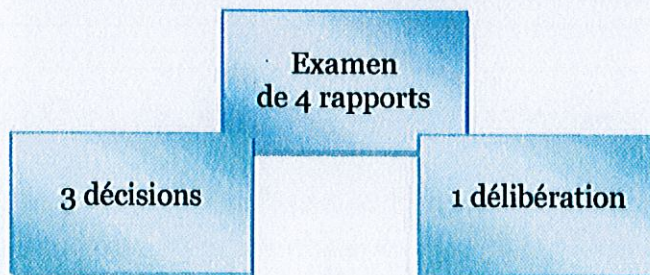
Session d'installation



Madame Dolores ROQUÉ, Conseillère régionale d'Occitanie, membre du bureau de l'Assemblée des Territoires, et Monsieur Thierry REBUFFAT, Conseiller technique au Cabinet de la Présidente Madame DELGA, ont fait l'honneur de leur présence.

Les nouveaux élus ont pu faire part de leurs attentes et de leur vision de cette institution nouvelle.

Bilan de cette séance plénière



Rapport N° 2018-1
Avis sur les conventionnements et mécanismes possibles pour le déneigement des routes communales
Décision 1 : création du groupe de travail « Déneigement des routes communales »

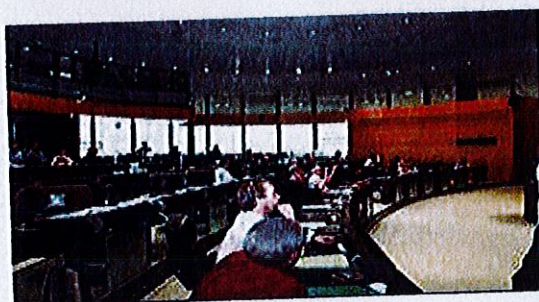
Rapport N° 2018-2
Avis sur la préparation de la saison 2018 « lutte contre les feux de forêts et incendies »
Décision 2 : création du groupe de travail « Lutte contre les feux de forêts et incendies »

Rapport N° 2018-3
Désignations de représentants de la Chambre des Territoires dans les commissions et organismes extérieurs
Délibération 1 : désignation des représentants de la Chambre au Conseil de Rivages de Corse (Jean-Toussaint MORGANTI ; Marie-Thérèse OLIVESI ; François SARGENTINI ; Pierre SAVELLI)

Rapport N° 2018-4
Proposition de méthode aux fins d'adoption du règlement intérieur
Décision 3: création du groupe de travail « Règlement intérieur »



11 juin 2018



Session plénière

Bilan de cette séance plénière

Examen
de 7 rapports

7 décisions

Il a été rappelé que les groupes de travail et commissions restent ouverts aux élus non-membres de la Chambre des Territoires et que les services techniques compétents seront systématiquement associés aux travaux.



Rapport N° 2018-5

Compte-rendu des travaux du groupe de travail « Lutte contre les feux de forêts et incendies »

Décision 4 : poursuites des travaux, validation du calendrier et transformation du groupe de travail en « commission »

Rapport N° 2018-6

Compte-rendu des travaux du groupe de travail « Dénéigement des routes communales »

Décision 5 : poursuites des travaux et transformation du groupe de travail en « commission »

Rapport N° 2018-7

Adoption du règlement intérieur

Décision 6 : renvoi du rapport à la session de septembre afin de pouvoir finaliser les dispositions du chapitre 5 : Organisation des sessions ; article 4.3.

Rapport N° 2018-8

Avis sur la stratégie territoriale de régulation des surfaces commerciales en Corse, pour un urbanisme commercial durable

Décision 7 : création du groupe de travail « urbanisme commercial »

Rapport N° 2018-9

Avis sur le plan déchets « Diminuer les déchets résiduels, augmenter le tri, le rôle capital des intercommunalités - Actualisation du Plan d'actions de l'Assemblée de Corse »

Décision 8 : organisation d'une réunion avec les représentants des maires et les représentants des présidents des communautés des communes en présence du SYVADEC et du représentant de l'Etat.

Rapport N° 2018-10

Méthodologie pour la contribution à l'élaboration du Règlement transitoire des aides aux communes et intercommunalités

Décision 9 : approbation du projet de règlement transitoire des aides aux communes et intercommunalités

Rapport N° 2018-11

Méthodologie pour la co-construction des conventions d'action économique avec les intercommunalités dans le cadre du SRDE2I

Décision 10 : approbation du rapport présenté par le Conseil exécutif de Corse



9 juillet 2018

Session extraordinaire



Audition de Monsieur Jean LAUNAY, Président du Comité National de l'Eau et Coordonnateur des Assises Nationales de l'Eau



Bilan de cette séance plénière

Examen
de 2 rapports

2 décisions

Les Présidents des communautés de communes non membres de la Chambre des Territoires ont été invités à assister à cette session extraordinaire.



Rapport N° 2018-12

Contribution aux Assises Nationales de l'Eau

Décision 11 : création de la commission « Eau » afin de poursuivre le travail de réflexion engagé sur les questions d'eau et d'assainissement et préparer les contributions sur le second cycle de l'Eau qui seront sollicitées dans le cadre des Assises de l'Eau à partir de l'automne 2018

Rapport n° 2018-13

Méthodologie en vue de la présentation de la « Convention de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du Littoral en Corse »

Décision 12 : création de la commission « protection du littoral et du milieu marin »



25 septembre 2018

Examen
de 8 rapports

Session plénière

Rapport N° 2018-14
Adoption du règlement intérieur

Rapport N° 2018-15
Travaux de la commission « incendies » et présentation des réserves communales de sécurité civile

Rapport N° 2018-16
Travaux de la commission « déneigement »

Rapport N° 2018-17
Travaux de la commission « urbanisme commercial »

Rapport N° 2018-18
Procédure de modification du PADDUC en vue du rétablissement de la carte des espaces stratégiques agricoles et l'intégration de la planification territoriale de l'intermodalité

Rapport N° 2018-19
Individualisation des crédits au titre du règlement transitoire d'aides aux communes, intercommunalités et territoires :

- Dotation quinquennale et dotation école
- Fonds de solidarité territoriale en faveur de la commune de Livia pour la réalisation d'un réseau d'eaux pluviales dans le village (CD 269 et DD 59)
- 1ère individualisation au titre des intempéries et des incendies

Rapport N° 2018-20
Couverture numérique des territoires et le marché SFR

Rapport N° 2018-21
Adoption des propositions pour les orientations budgétaires 2019

Les Présidents des communautés de communes non membres de la Chambre des Territoires (Pieve de l'Ornano ; Cap Corse ; Spelunca - Liamone ; Pasquale Paoli ; Oriente ; Centre Corse) et les Présidents des pôles d'équilibre territorial et rural (Pays de Balagne ; Pays Ornano - Sartenais - Valinco - Taravo) ont été invités au travail de réflexion relatif au rétablissement de la carte des espaces stratégiques agricoles du PADDUC.



Les commissions

	Président	Rapporteur	8 Membres
Déneigement	Antoine POLI	Don Marc ALBERTINI	Don Marc ALBERTINI Don Napoléon DE PERETTI DELLA ROCCA Joselyne MATTEI-FAZI Jérôme NEGRONI Marc-Antoine NICOLAI Marie-Thérèse OLIVESI Antoine POLI Juliette PONZEVERA

Le groupe de travail « Déneigement des routes communales » a été créé lors de la session d'installation du 16 avril 2018.

Par décision N° 2018-5 du 11 juin 2018, la Chambre des Territoires a décidé de transformer le groupe de travail en commission « déneigement » compte tenu de son caractère permanent.

Cette Commission s'est réunie le 18 mai 2018 et le 16 juillet 2018.

Les services techniques de la Collectivité de Corse (aménagement et du développement des territoires, interventions routières, forestiers sapeurs) et l'office de développement agricole et rurale de la Corse (ODARC) ont été associés aux réunions de travail.

Une méthodologie de travail a été validée par la commission et par les membres de la Chambre des Territoires.

Un questionnaire « Caccia di a neve nantu a e strade cumunale - Déneigement des routes communales » établi par les services de la Collectivité de Corse et la Chambre des Territoires a été validé par les membres de la Commission puis envoyé à tous les maires et à l'association des maires de Haute-Corse et de Corse-du-Sud par le secrétariat de la Chambre. Cette fiche de renseignement permettra de recenser les voies nécessitant une opération de viabilité hivernale. Des communes ont déjà répondu.

Cliquer 2 fois pour l'ouvrir

Sur la base des réponses qui seront analysées par la Commission avec l'appui des services techniques de la Collectivité de Corse, un cadre conventionnel sera proposé et soumis à la validation du service juridique de la Collectivité de Corse.





	Président	Rapporteur	9 Membres
Incendies	Louis POZZO DI BORGIO	Jean-Toussaint MORGANTI	Louis CESARI Henri FRANCESCHI Pierre MARCELLESI Joselyne MATTEI-FAZI Jean-Toussaint MORGANTI Jérôme NEGRONI Marie-Thérèse OLIVESI Louis POZZO DI BORGIO Rosa PROSPERI

Le groupe de travail « Lutte contre les feux de forêts et incendies » a été créé lors de la session d'installation du 16 avril 2018.

Par décision N° 2018-4 du 11 juin 2018, la Chambre des Territoires a acté la transformation du groupe de travail en commission « incendies » considérant le caractère permanent de ce groupe.

Le groupe de travail s'est réuni le 18 mai 2018 et le 11 juin 2018, et la commission le 23 juillet 2018.

Les services de la Collectivité de Corse (aménagement et du développement des territoires, prévention des incendies, forestiers sapeurs, routes), les SIS de Haute-Corse et de Corse-du-Sud et l'Office de l'environnement de la Corse sont associés aux réunions de travail.



Le Service Prévention des Incendies a présenté le bilan du Plan de Prévention des Feux de Forêt et des Espaces Naturels contre les Incendies - PPFENI 2, ainsi que les obligations légales de débroussaillage



Plan de Prévention des Feux de Forêt et des Espaces Naturels contre les Incendies
PPFENI 2 - 2013-2022
BILAN

Chambre des territoires - Groupe de travail prévention des incendies - 11 juin 2018



Obligations légales de débroussaillage (OLD)
Etat des lieux

Chambre des territoires - Groupe de travail prévention des incendies - 18 mai 2018

Cliquer 2 fois pour l'ouvrir

Des actions ont été mises en œuvre :



Ce stand a connu un vif succès.

① Le 11 juillet, un stand à l'initiative de la Chambre des Territoires et de la Direction Incendies de la Collectivité de Corse, en partenariat avec l'Entente pour la Forêt de Méditerranée a été installé sur la Place Miot à Ajaccio.

A cette occasion, Messieurs Michel Costa et Luc Langeron, Directeur de la Communication pour l'Entente, ont pu échanger sur la campagne de prévention 2019. Celle-ci pourrait être envisagée plutôt sur 3 ou 4 jours, itinérants en Corse sur des sites plus efficaces en termes d'impact (parking super marché, place centrale village ou ville ...) et surtout elle serait engagée bien en amont du mois d'avril. Le visuel pourrait être également repensé avec un paysage corse malheureusement ravagé par les flammes en gardant le slogan de l'Entente : « Ne leur demander pas l'impossible ».

② Un dépliant avec un QR CODE téléchargeable sur la prévention et les gestes à tenir en cas d'urgence a été diffusé durant la traversée de la Corsica Ferries le 10 juillet dernier, celui-ci a été remis à la presse présente à la réunion du 23 juillet et mis sur la plateforme de la Chambre des Territoires à charge pour chacun des membres de la Commission de le faire suivre aux autres Maires et Présidents des communautés des communes qu'ils représentent.

Cliquer 2 fois pour l'ouvrir



③ Des campagnes radiophoniques : un partenariat a été passé avec RCFM qui a diffusé plusieurs fois par jour un message fait par les Services Incendies de Haute-Corse et Corse-du-Sud.

Le SIS de Haute-Corse a présenté de dispositif de Réserves Communales de Sécurité Civile en précisant la réserve communale est constituée pour intervenir au-delà de la question de la prévention des incendies, elle est aussi une solution pour tout type d'actions en cas d'urgence (inondations, épisodes neigeux, etc.).

Cliquer 2 fois
pour l'ouvrir

Qu'est ce qu'une
Réserve Communale de Sécurité Civile ?

PRESENTATION

Colonel J.J PERALDI
Directeur du SIS de Haute-Corse

M. J.P MAZZI
Président ADCCFF

**LES RESERVES COMMUNALES DE
SECURITE CIVILE**



Des propositions de communication pour la campagne 2019 ont été suggérées : partenariat avec Air Corsica et les compagnies maritimes dès le début de la saison ; préparation de visuels et associer à la campagne la jeunesse notamment les centres communaux d'actions sociales.



Urbanisme commercial	Président	Rapporteur	8 Membres
	Pierre SAVELLI	Rosa PROSPERI	Jean-Christophe ANGELINI Jean BIANCUCCI Joselyne MATTEI-FAZI Anne-Marie NATALI Jean PAJANACCI Rosa PROSPERI Pierre SAVELLI François TATTI

Le groupe de travail « urbanisme commercial » a été créé lors de la session du 11 juin 2018.

Il s'est réuni le 10 septembre 2018.

L'Agence du développement économique de Corse (ADEC), l'Agence d'urbanisme d'aménagement et de l'énergie de Corse (AUE) et l'Office foncier de Corse (OFC) sont associés aux réunions de travail.

L'AUE a effectué une présentation les surfaces commerciales en Corse reprenant le constat, les enjeux et objectifs de la délibération, les étapes, la méthodologie et le calendrier qui vont conduire à la présentation du schéma d'aménagement commercial. Ce schéma se propose d'être une déclinaison territoriale du PADDUC ; volet commercial décliné en fiches territoires. La restitution finale groupée au terme de la démarche, est prévue sous 18 mois.

LES SURFACES COMMERCIALES EN CORSE



- Le constat
- Les enjeux
- Les étapes
 - Le rapport
 - L'élaboration du schéma
 - La méthode

Cliquer 2 fois pour l'ouvrir

Le Schéma d'aménagement commercial ne sera pas un document régional supplémentaire mais une composante de la déclinaison territoriale du PADDUC en projets de territoires, ayant vocation à être traduits en SCoTs.



Protection du littoral et du milieu marin	Président	Rapporteur	8 Membres
			Jean BIANCUCCI CARLOTTI Pascal FRANCESCHI Henri NATALI Anne-Marie OLIVESI Marie-Thérèse OLMETA Claudy PAJANACCI Jean PONZEVERA Juliette

La commission « Protection du littoral et du milieu marin » a été créée le 9 juillet 2018 lors de la session extraordinaire de la Chambre des Territoires.

La 1^{ère} réunion aura lieu en septembre ou octobre au cours de laquelle seront désignés le(la) Président(e) et le(la) rapporteur(e) et une méthodologie de travail sera proposée.



Les groupes de travail

	Président	Rapporteur	8 Membres
Règlement intérieur			Paul-Joseph CAITUCOLI Henri FRANCESCHI Pierre MARCELLES François-Marie MARCHETTI Jean-Luc MILLO Louis POZZO DI BORGIO François TATTI TOMASI Petr'Anto

Le groupe de travail « Règlement intérieur » a été créé lors de la session d'installation du 16 avril 2018.

Il s'est réuni le 18 mai 2018 et le 7 septembre 2018.

Le travail de rédaction s'est également déroulé par voie de procédure écrite.

Chambre des Territoires de Corse
Règlement Intérieur

Cliquer 2 fois
pour l'ouvrir



Rìgulamentu internu

Camera di i Territorii di Corsica

Le règlement intérieur fixe les modalités de fonctionnement de la Chambre.

Il sera amené à évoluer en fonction notamment des réponses attendues de la DGCL sur les frais de remboursement des élus représentants les collèges des communes et des intercommunalités.

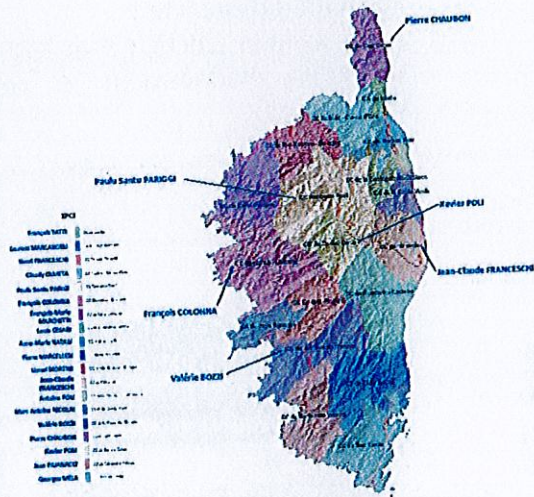
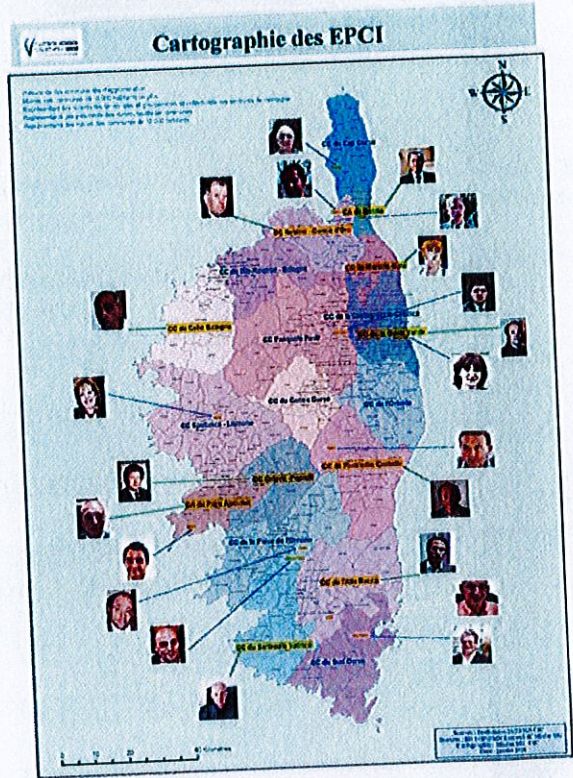
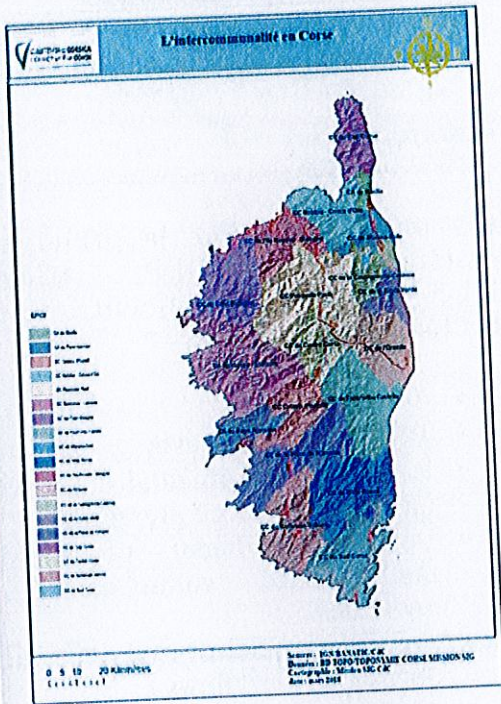
Eau	Président	Rapporteur	Membres
			En cours de composition

Le groupe de travail « Eau » a été créé lors de la session extraordinaire de la Chambre des Territoires du 9 juillet 2018 ; sa composition est en cours.

Dès lors que le groupe de travail sera composé, une 1ère réunion aura lieu, son(sa) Président(e) et son(sa) rapporteur(e) seront désigné(e)s et une méthodologie de travail sera déterminée.



Une cartographie des représentants par territoire



Les Présidents des communautés de communes non membres de la Chambre des Territoires ont été et seront associés aux travaux de la Chambre selon les rapports présentés ou les questions à examiner



La plateforme



Continue d'évoluer...

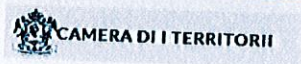
Cette plateforme, ouverte avec des niveaux d'accès utilisateurs hiérarchisés, permet de :

- Diffuser les ordres du jour des sessions
- Donner accès aux documents de travail
- Lancer les procédures écrites
- Conserver la mémoire des travaux effectués
- Echanger entre élus.

Cet outil conçu sur le principe du système de GED (Gestion Electronique de Document), intègre les fonctions suivantes :

- Annuaire
- Textes, décisions, avis, ...
- Portail documentaire (veille juridique, revue de presse ...)
- Dépôt de documents, possibilité de mettre des commentaires et questions
- Travail à plusieurs sur le même document, workflows,
- Alertes
- Diffusion de documents types (pour modéliser par exemple les saisines, les délibérations etc.)
- Liens avec la KBOX CE et KBOX AC (réservés évidemment à certains utilisateurs).

Le site Internet



Actuellement une page est ouverte à partir du site Internet de la Collectivité www.isula.corsica.



La visite de la Chambre des Territoires lors des journées du patrimoine

GHJURNATI
AURUPEI
DI U PATRIMONIU
#JEP CORSICA

CHAMBRE DI CORSICA
COLLETTIVA DI U CORSE

15 & 16
septembre
2018

www.isula.corsica/patrimoine

Un document de communication présentant la Chambre des Territoires a été produit à l'attention de la Direction du patrimoine qui a assuré la visite de la salle des délibérations les 15 & 16 septembre 2018.



Budget prévisionnel 2018

Le montant voté au titre du budget prévisionnel 2018, pour les dépenses de fonctionnement de la Chambre des Territoires et déterminé en mars par la Direction de Finances, était de 35 000 €.

Seul le poste de dépenses « Fêtes et Cérémonies » a été consommé pour un montant de 2 719 €. Les autres postes de dépenses n'étaient pas adaptés aux besoins du fonctionnement de la Chambre des Territoires.

Propositions pour les orientations budgétaires 2019

Ligne Prestation de services <ul style="list-style-type: none">▪ Rémunération de consultants que la Chambre peut être amenée à auditionner dans les domaines spécifiques concernant les problématiques territoriales▪ Prestations de graphismes et de communication si les tâches ne peuvent être réalisées en interne	15 000 €
Ligne Documentation générale et technique <ul style="list-style-type: none">▪ Abonnement annuel à la presse local quotidienne. Les autres abonnements sont mutualisés avec ceux du service de la Documentation	400 €
Ligne Fêtes et cérémonies <ul style="list-style-type: none">▪ Prise en charge des prestations pour les accueils café et repas organisés lors des réunions des groupes de travail et commissions et séance plénière	5 000 €
Ligne Frais de mission et déplacement <ul style="list-style-type: none">▪ Déplacements des experts amenés à intervenir à titre gratuit dans le cadre des travaux de la Chambre et de ses commissions▪ Déplacements du Président de la Chambre des Territoires et des agents affectés pour le fonctionnement de la Chambre si des réunions sont organisées sur le territoire corse ou continental	2 000 €
Montant prévisionnel des dépenses pour l'année 2019	22 400 €



Accusé de réception

Objet	AVIS SUR LA PROPOSITION DE LOI DEPOSEE PAR LE SENATEUR JEAN-JACQUES PANUNZI
Identifiant acte	02A-200076958-20190927-044502-DE
Identifiant interne	044502
Date de réception par la préfecture	4 octobre 2019
Nombre d'annexes	0
Date de l'acte	27 septembre 2019
Code nature de l'acte	1
Classification	9.3

[Fermer](#)